

Budget rectificatif 2023 n°1

Note de l'ordonnateur

Conseil d'administration du
19 septembre 2023

Contexte et vision générale

Le budget rectificatif n°1 de l'année 2023 témoigne en premier lieu du contexte général inflationniste qui se caractérise principalement par les coûts de l'énergie qui se maintiennent à un niveau très élevé. Si le plan de sobriété a démontré une certaine efficacité et que la mise en place d'un «amortisseur» dans le cadre du bouclier tarifaire a permis une régulation des prix ; il n'en demeure pas moins que l'université doit faire aujourd'hui un effort financier avoisinant les 3,9 M€ pour assumer le financement du surcoût des fluides...

Par ailleurs, il a été annoncé par le ministère de l'ESR que les mesures de revalorisation salariale et principalement le point d'indice ne seront pas compensées pour l'année 2023, ce qui signifie que l'université doit prendre un peu plus de 2 M€ à sa charge pour assurer le financement d'une ½ année de revalorisation.

Ce contexte très contraint conduit d'une part à mettre en œuvre un principe de précaution relatif à l'utilisation d'un gel de la partie fonctionnement qui avait été opéré dans le cadre du budget initial 2023 et d'autre part à réajuster le fonctionnement général au regard de l'exécution 2022 pour proposer un résultat de l'établissement certes négatif mais dont le niveau souligne sa responsabilisation dans la mise en œuvre de son projet.

En effet, l'université poursuit ses investissements pour lancer certaines opérations d'envergure telles que la rénovation des amphithéâtres de l'IUT RCC, le laboratoire L3, le raccordement de l'extension du bâtiment 18 et de l'IUT à la chaufferie du Moulin de la Housse et le premier équipement de l'ESI Reims pour un montant de 2,5K€.

Dans le même temps, l'université maintient son engagement financier pour permettre l'amélioration de ses campus : gros entretiens et rénovations à hauteur de 680K€ (dont les bâtiments 2 et 3 du campus moulin de la housse), mise en sécurité et accessibilité pour un montant de 300K€ et amélioration de la performance énergétique de tous les sites pour un montant de 265K€.

La dynamique et la réussite de l'université en matière d'appel à projets se confirme avec le PIA Méfobio pour un montant de 191K€. Il convient également de souligner la mise en œuvre du PIA Exebio dont les premières incidences budgétaires impacteront l'année 2023.

Enfin, les investissements concernent aussi la direction du numérique pour un montant de 150K€ concernant principalement des opérations de câblage et d'achat de nouveaux équipements.

Ce BR est comme d'accoutumée l'occasion de reprogrammer certaines dépenses en fonctionnement et en investissement et de prendre en compte celles qui n'étaient pas connues au moment de l'élaboration du BI et qui correspondent majoritairement à de nouvelles ressources propres. La masse salariale pour sa part fera l'objet, comme l'an dernier, d'une mise à jour lors du BR de fin d'année.



Enfin, ce premier budget rectificatif de l'année permet d'intégrer les grands agrégats financiers ainsi que les dotations et reprises aux amortissements et provisions de 2022 qui concourent à l'évolution du résultat, du fonds de roulement et de la trésorerie.

Au terme de la prise en compte de ces éléments, le résultat de l'établissement s'établit à – 2 335K€ et le prélèvement du FDR à 18 232K€ contre respectivement – 5 537K€ et 20 470K€ au BI.



Structure de la note

La note de l'ordonnateur est un document stratégique qui fait le lien entre les activités de l'université, leur traduction budgétaire et leur soutenabilité.

Conformément à la circulaire relative à la gestion budgétaire et comptable publique des opérateurs et organismes de l'État 2021, elle s'organise de la manière suivante :

1. Autorisations budgétaires limitatives

1.1 Tableau des autorisations d'emplois

1.2 Tableau des autorisations budgétaires

1.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

2. Équilibre financier

2.1 Tableau d'équilibre financier

2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers

3. Analyse de la soutenabilité

3.1 Tableau de situation patrimoniale

3.2 Plan de trésorerie

3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

3.4 Tableau des opérations pluriannuelles

Pour garantir une meilleure lisibilité de la présente note, les tableaux présentés correspondent à des synthèses ou à des extraits des tableaux réglementaires. L'ensemble des documents budgétaires est porté en annexe.



1. Autorisations budgétaires limitatives

Le CA doit se prononcer sur le niveau des emplois et des crédits (AE et CP) par nature de dépenses. Il vote ainsi les limites annuelles « plafonds » de l'action de l'ordonnateur en matière d'emplois, d'engagement et de paiement des dépenses.

Il convient de rappeler que, dans les états GBCP, la comptabilité budgétaire retrace les engagements annuels et les flux de trésorerie (encaissements et décaissements de l'année). Les opérations comptables de fin d'exercice n'y figurent pas hormis dans le tableau 6 (évolution de la situation patrimoniale).

1.1. Tableau des autorisations d'emplois

Le plafond total d'emplois de l'établissement, mesuré en équivalent temps plein travaillé (ETPT¹), porte sur l'ensemble des emplois rémunérés par l'URCA qu'ils soient délégués par l'Etat ou financés sur ressources propres.

Les emplois délégués sont limités par un plafond maximal notifié par l'Etat à 2 279 ETPT.

Le plafond d'emplois proposé est de 2 440 ETPT se décomposant en 2 226 ETPT d'emplois délégués par l'Etat et 214 ETPT d'emplois sur ressources propres.

Pour rappel, le plafond d'emplois du BI 2023 était de 2 420 ETPT se décomposant en 2 222 ETPT d'emplois délégués par l'Etat et 198 ETPT d'emplois sur ressources propres

Cette hausse constatée de 20 ETPT s'explique notamment par :

- Une légère hausse de 4 ETPT sur plafond 1
- Une hausse de 17 ETPT sur plafond 2 (réajustement des prévisions d'emploi sur ressources propres)

Pour précision, la variation de la répartition des ETPT par plafond d'emploi, par statut et par population entre le BI 2023 et le BR 1 2023 est la suivante :

¹ Sur demande de la tutelle, les ETPT sont calculés depuis plusieurs années selon la méthode du logiciel OREMS basée sur les retours paie afin d'être aisément comparés aux données du rectorat. Cette méthode induit des sous-évaluations, notamment en cas d'impossibilité de passage direct en paie dès le premier mois d'activité d'un agent qui est alors rémunéré par acompte.



Répartition des ETPT			BI 2023	BR1 2023	Ecart
PLAFOND 1	Population titulaire	EC	785	783	-2
		ENS	215	214	-1
		BIATSS	622	628	6
	Population contractuelle	Ater/PCT _{...}	190	185	-5
		Doctorant	76	71	-5
		Post Doctorant	0	2	2
		BIATSS	332	341	9
	Sous-total plafond 1		2 222	2 226	4
PLAFOND 2	Population contractuelle	Ater/PCT _{...}	6	9	3
		Doctorant	66	74	8
		Post Doctorant	0	3	3
		BIATSS	78	74	-4
		Emplois scientifiques	48	54	6
	Sous-total plafond 2		198	214	16
TOTAL			2 420	2 440	20

1.2. Tableau des autorisations budgétaires

Tableau A : Évolution des autorisations d'engagement par enveloppe budgétaire

AE	BI 2023	BR1 2023	Variation BR1 2023 /BI 2023	
			montant	pourcentage
Personnel	184 298 453	187 849 206	3 550 753	1,89%
Fonctionnement et intervention	43 057 685	42 086 522	- 971 163	-2,31%
Investissement	30 059 675	32 907 267	2 847 592	8,65%
TOTAL	257 415 813	262 842 995	5 427 182	2,44%

Au global, les AE progressent de 5 427K€. Cette évolution est détaillée ci-dessous par enveloppe.

Enveloppe de dépenses de personnel : (source DRH)

Les crédits de masse salariale (MS) sont ouverts à hauteur de 187 849K€, en augmentation de 3 551K€ (+1,93%) par rapport au BI 2023.

Cette augmentation de 3 550 753 € s'explique principalement par :

- La mise en place des nouvelles mesures salariales RH à partir de juillet 2023 à hauteur de 2 064 926€
- L'augmentation de nouvelles dépenses de personnel sur ressources propres à hauteur de 490 886€
- L'ajustement budgétaire (atterrissage au 30/06/2023) pour 912 352 €
- La régularisation des HRS pour 82 589 €



Ces variations impactent les postes suivants :

Poste « rémunération charges incluses »	+ 1 795 080 €
Dont augmentation du point d'indice (+1.5 %)	+ 1 206 993 €
Dont attribution de points « bas salaires » catégories C et B	+ 96 033 €
Dont nouvelles dépenses de personnel sur ressources propres	+ 490 886 €
Dont régularisations diverses	1 165 €
Poste « Heures complémentaires charges incluses »	+ 82 589 €
Régularisation des HRS	
Poste « Accessoires charges incluses »	+ 1 669 222 €
Dont prime pouvoir d'achat	+ 753 900 €
Dont mesures LPR (non prévues au BI)	+ 639 588 €
Dont indemnitaire des agents non titulaires	+ 454 245 €
Dont régularisations sur vacations	- 106 487 €
Dont régularisation diverses	- 72 024 €
Poste « Prestations charges incluses »	+ 3 862 €
Dont augmentation participation employeur transport	+ 8 000 €
Dont régularisations diverses	- 4 138 €



L'incidence par plafond de rémunération est répartie comme ci-dessous :

Postes chargés	Mesure	Plafond 1	Plafond 2	Total	Mesures obligatoires		Mesures à l'initiative de l'établissement
					Plafond 1	Plafond 2	
Rémunérations principales	Hausse point	+ 1 157 956 €	+ 49 037 €	+ 1 206 993 €	+ 1 157 956 €	+ 49 037 €	
	Points « bas salaires »	+ 89 369 €	+ 6 664 €	+ 96 033 €	+ 27 727 €		+ 68 306 €
	Dépenses sur RP		490 886 €	490 886 €			
	Régularisations diverses	- 323 915 €	+ 325 083 €	+ 1 168 €			
HCV	Régularisation HRS	+ 82 589 €		+ 82 589 €			
Rémunérations accessoires	Prime pouvoir d'achat	+ 641 719 €	+ 112 181 €	+ 753 900 €	+ 641 719 €	+ 112 181 €	
	Mesures LPR	+ 639 588 €		+ 639 588 €	+ 639 588 €		
	Indemnitaire non titulaires (application lignes LDG nouveaux entrants)	+ 340 684 €	+ 113 561 €	+ 454 245 €			+ 340 684 €
	Régularisations diverses (dt vacations)	- 178 511 €		- 178 511 €			
Prestations	Hausse Participation transport employeur	+ 8 000 €		+ 8 000 €	+ 8 000 €		
	Régularisations diverses	- 4 138 €		- 4 138 €			
Total		+ 2 453 341 €	+ 1 098 412 €	+ 3 550 753 €	+ 2 474 990 €	+ 161 218 €	+ 408 990 €

Enveloppe de dépenses de fonctionnement :

L'enveloppe de fonctionnement diminue de 971K€ (-2,31%) par rapport au BI 2023 pour atteindre un montant total de 42 087K€.

⇒ **Evolution sur soutien établissement : – 3 014K€**

La projection du coût des fluides anticipée pour le BI 23 a été légèrement surestimée (- 1 851K€). Toutefois cette augmentation à hauteur de 3 907K€ (vs CF 2022) doit être financée par des mesures internes exceptionnelles puisque la compensation de hausse des fluides non programmée en BI mais espérée n'est pas constatée. Les mesures retenues sont :

- Le maintien à 100% du gel des crédits du BI pour 2 184K€. La part de ce gel conservée au central au BI pour d'éventuelles restitutions est donc déprogrammée pour 551K€,
- La déprogrammation pour 454K€ de la sous exécution des composantes sur la première moitié d'année de leur soutien établissement en fonctionnement
- La déprogrammation de l'enveloppe « inflation » de 724K€, pour les dépenses hors fluides, gardée en central au BI et non mobilisée à ce jour.

En revanche, la direction du numérique augmente ses dépenses pour 177K€ (61K€ pour le site internet de l'Université, 50K€ pour la maintenance de logiciels, 25K€ pour l'augmentation des coûts d'abonnement de logiciels, 25K€ pour le logiciel PEGASE...)

Pour sa part, la DPLDD voit augmenter ses dépenses de 134K€ dues à l'actualisation des prix du marché de produits ménagers et d'hygiène et de 255K€ pour des dépenses non prévues en BI (principalement lié au loyer EiSINe sur Charleville).

⇒ **Evolution sur ressources propres : + 2 031,5K€**

L'activité recherche génère de nouvelles dépenses pour 448K€ qui seront détaillées infra.

Ce BR intègre aussi de nouveaux projets pour 1 013,5K€ :

- 234K€ au titre de la CVEC
- 140K€ sont engagés au titre du projet PEPITE pour l'entrepreneuriat étudiants
- 90K€ pour la formation « mise à niveau des aides-soignantes »
- 80K€ pour le projet Sème City porté par la Direction des Relations Internationales
- 63K€ pour le soutien psychologique du SUMPPS à destination des étudiants
- 65K€ au titre de la mobilité étudiante
- 62K€ au titre de la subvention Grand Reims 2023
- 60K€ lié à l'appel d'offres Campus France pour des cours aux étudiants Ukrainiens
- 41,5K€ pour les cordées de la réussite 2022/2023
- 30K€ pour le PUI Innorem
- 29K€ au titre de la subvention BPI pour le PEPITE Champagne Ardenne
- 27,7K€ pour la maison des langues (augmentation des frais de formation /étudiants)
- 22K€ dans le cadre de la filière packaging de l'ESI Reims
- 21K€ pour l'ESI Reims au titre de partenariat pédagogiques
- 18K€ au titre de la TA 2023
- 8,4K€ au titre du pacte compétence de l'IUT RCC
- 7,5K€ pour la convention de partenariat avec la RATP (Eisine)
- 6K€ de la part de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (Moot Court)
- 5,4K€ au titre d'une convention de reversement Adiut-Urca (IUT de Troyes)
- 3K€ de la fondation la main à la pâte pour la maison des langues

L'apprentissage, pour sa part, engendre des dépenses complémentaires de 207K€ à mettre en corrélation avec l'augmentation de l'activité que l'on retrouve en recette. Il en va de même pour la formation continue qui enregistre 363K€ de dépenses nouvelles.

Enfin, le reliquat de 12,5K€ correspond à des ajustements à la marge liés à des recettes globalisées.

Enveloppe de dépenses d'investissement :

L'enveloppe d'investissement progresse de 2 848K€ (+8,65%) par rapport au BI 2023 pour atteindre un montant total de 32 907K€.

Les dépenses d'investissement augmentent principalement au profit des rénovations et premiers équipements. A ces enveloppes, s'ajoutent les dépenses récurrentes pour le maintien en conditions opérationnelles des bâtiments et des équipements numériques de l'université.

⇒ **Evolution sur soutien établissement : + 1 383K€**



La DPLDD dispose tout d'abord d'enveloppes récurrentes dont le montant évolue à la marge en fonction des besoins et s'élève à 3 320K€ au BR1. La hausse de 1 464K€ par rapport au BI est répartie comme suit :

- 684K€ de gros entretien et rénovation (dont travaux imprévus de rénovation de la BU santé pour 384K€, réfection de salles du campus Moulin de la Housse pour 150K€, des travaux complémentaires de l'ESI pour 100K€ et des travaux d'étanchéité sur plusieurs sites pour 50K€)
- 285K€ de mise en sécurité et accessibilité (220K€ pour le parking du pôle santé, 55K€ pour des travaux d'accessibilité PMR et 10K€ pour des alarmes anti-intrusion)
- 265K€ de dépenses visant à améliorer la performance énergétique dont l'entretien et la rénovation du système de chauffage P3 (dont 110K€ pour le plan de relamping, 50K€ pour des travaux de raccordement et alimentation électrique et 30K€ pour le plan de comptage)
- 100K€ pour la flotte automobile (achat de véhicule électrique/hybride afin de renouveler le parc automobile vieillissant)
- 80K€ de dépenses en lien avec le développement durable pour l'installation de bornes de recharge électriques
- 30K€ pour l'aménagement des espaces verts du siège
- 20K€ pour l'achat d'autolaveuses, et des distributeurs d'eau ozonée.

Par ailleurs, aux enveloppes récurrentes s'ajoutent de nouvelles demandes de dépenses d'investissement de 2 870K€ qui se répartissent comme suit :

- 1 032K€ pour les travaux de rénovation de l'amphi 1 & 2 de l'IUT RCC
- 860K€ pour le laboratoire L3 de virologie
- 400K€ pour les travaux de raccordement de l'IUT au campus Moulin de la Housse
- 170K€ pour les premiers équipements de l'extension de l'ESI
- 150K€ pour l'acquisition d'un logiciel de système d'information patrimonial
- 138K€ pour des travaux de rénovation des vestiaires du gymnase du campus Moulin de la Housse
- 70K€ pour le bâtiment 18 du campus Moulin de la Housse (VRD et Hangar)
- 50K€ pour la sécurisation électrique du bâtiment 2 et 3 du campus Moulin de la Housse

D'autres opérations font l'objet d'un report d'AE sur les prochains budgets (2024-2025) à hauteur de 3 110K€ :

- 1 500K€ pour la rénovation énergétique du bâtiment 6 du campus Moulin de la Housse
- 730K€ pour les travaux de mise en sécurité des bâtiments du campus Moulin de la Housse
- 500K€ pour les travaux de rénovation du bâtiment T de l'IUT RCC
- 380K€ pour les premiers équipements du pôle Santé et du pôle agro.

En matière numérique, des investissements complémentaires pour 159K€ sont réalisés. Il s'agit de répondre à une reconstruction du cœur de réseau de l'URCA et d'assurer des services numériques de plus en plus externalisés. Les opérations suivantes peuvent être soulignées :



- 41K€ pour des équipements audiovisuels (campus 3000, box de la bibliothèque ...)
- 40K€ pour répondre à des besoins informatiques pour l'UFR Moulin de la Housse
- 31K€ pour l'acquisition de chariots de tablettes pour les salles d'examens de l'UFR STAPS
- 22K€ pour le câblage d'une salle de l'EiSINe
- 20K€ pour faire évoluer des salles du bâtiment 2/3 du site Moulin de la Housse
- 5K€ sont destinées à des achats d'applications métier (OCLC pour documentaire de la Bibliothèque, Immersup : 1 jour à l'université)

⇒ **Evolution sur ressources propres : +1 467K€**

Les dépenses d'investissement sur ressources propres de formation progressent (+623K€)

- 273K€ pour les composantes au titre de l'apprentissage
- 332K€ pour le pacte compétence de l'EiSINe et de l'IUT RCC (report d'opérations non réalisées en 2022)
- 18K€ dans le cadre de la convention entre l'EiSINe et l'UTT A2i de 2022-2023

L'activité Recherche augmente également ses dépenses d'investissement pour 844K€, globalement liées à des nouveaux projets non-inscrits en BI 23 :

- 277K€ pour les PIA PEPR AMARETTO & PEPR ELECTROMIC
- 270K€ dans le cadre du CPER (projet MAT-GE & ENVIE)
- 150K€ pour un contrat avec le CEA pour le laboratoire ITHEMM
- 147K€ pour deux appels à projet avec l'Inserm

Les crédits de paiements

Tableau B : Évolution des crédits de paiement par enveloppe budgétaire

CP	BI 2023	BR1 2023	Variation BR1 2023 /BI 2023	
			montant	pourcentage
Personnel	184 298 453	187 849 206	3 550 753	1,89%
Fonctionnement et intervention	43 208 466	42 386 636	-821 830	-1,94%
Investissement	32 999 025	33 947 909	948 884	2,80%
TOTAL	260 505 944	264 183 751	3 677 807	1,39%

Au global, les CP progressent de 3 678K€ sous l'effet de l'évolution des AE (+5 427K€) et de décalages de CP de fonctionnement et d'investissement. Au final, l'écart CP vs AE passe de 3 090K€ en BI à 1 341K€, en baisse de 1 749K€.

Les décalages de CP sont détaillés ci-dessous.

En fonctionnement, on constate des décalages de paiements pour +149K€ de CP 2023 vs BI :

- -41K€ suite au report sur 2024 pour le site internet de l'URCA
- +190K€ de rattrapage en 2023 de factures diverses de chauffage pour 2022

En investissement, l'avancée de plusieurs opérations nécessite de reporter des CP sur 2024 pour 1 899K€ (rénovation de la BU du pôle santé, travaux du bâtiment 18 du campus MdH, travaux de raccordement de l'IUT à la chaufferie MdH et mise en sécurité du campus MdH).

1.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine



Tableau C : Répartition des dépenses par masse et par mission

	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	93 415 052	93 415 052	12 029 639	12 054 763	6 500 143	6 500 143	111 944 834	111 969 959
Recherche	58 863 910	58 863 910	7 378 649	7 378 649	5 616 929	5 631 929	71 859 489	71 874 489
Pilotage et support	33 485 863	33 485 863	20 365 250	20 638 734	20 623 395	21 649 037	74 474 508	75 773 634
Étudiants	2 084 380	2 084 380	2 312 983	2 314 489	166 800	166 800	4 564 163	4 565 669
Total	187 849 205	187 849 205	42 086 522	42 386 636	32 907 267	33 947 909	262 842 995	264 183 751

Chacune des missions voit ses dépenses de personnel augmenter sous l'effet combiné des mesures nationales (revalorisations, prime inflation, LPR...), de mesures internes URCA (accord sur le temps de travail et les rémunérations des BIATSS, campagne d'emplois, recrutements) et, possiblement de l'activité sur RP.

Le budget alloué à la formation représente un montant de 111 945K€ d'AE et 111 670K€ de CP, en augmentation, en AE comme en CP, de 3 069K€ (+2,82%) par rapport au BI 2023. L'augmentation se répartit de la manière suivante :

- Personnel : AE +1 685K€ +1,84% ; CP =AE
- Fonctionnement : AE + 493K€ + 4,27% ; CP + 493K€ + 4,26%
- Investissement : AE + 891K€ + 15,89% ; CP + 892K€ +15,89%

L'augmentation en fonctionnement est liée principalement à la formation professionnelle (256K€, y compris apprentissage), la formation des aides-soignantes (90K€), aux cordées de la réussite 2022/23 (38K€), aux droits d'inscriptions (28K€), et à la taxe d'apprentissage (14K€).

La hausse des investissements est portée majoritairement par le pacte compétence (333K€ sur ressources propres et 170K€ sur soutien établissement), la formation professionnelle (275K€) et la formation des aides-soignantes (60K€).

Le budget alloué en AE à la recherche représente un montant de 71 859K€ en AE et 71 874K€ en CP, en hausse de 1 801K€ (+2,57%) en AE et de 2 151K€ (3,09%) en CP par rapport au BI 2023. L'augmentation se répartit de la manière suivante :

- Personnel : AE +1 064K€ +1,84% ; CP =AE
- Fonctionnement : AE + 264K€ +3,70% ; CP + 264K€ +3,70%
- Investissement : AE + 473K€ + 9,20% ; CP +823K€ +17,12%

En fonctionnement, ces évolutions sont principalement portées par les projets de recherche ci-dessous, le solde étant lié une multitude de lignes dont des régularisations de contrats en fin d'année :

- 100K€ les colloques ACAPS (PSMS) et Journée éducationnelle de la SFHI (IRMAIC)
- 50K€ pour le projet Evervigne (RIBP)
- 46K€ versés par la région (projet Vinci 4D)
- 38K€ subventionnés par l'ANSES (projet Pomelo)
- 30K€ pour le PUI Innorem

En investissement, les dépenses des PIA pèsent pour 332K€, le CPER pour 271K€, deux projets financés par l'Inserm pour 147K€, le solde étant constitué de plusieurs financeurs (73K€).

L'écart entre les AE et CP provient de la chambre atmosphérique, financée sur soutien établissement. Les CP de 350K€ pour le paiement de l'enclente climatique seront finalement réglés sur 2023.



Par rapport au BI 2023, l'enveloppe de pilotage de l'université s'élève à 74 475K€ en AE et 75 774K€ en CP. Elle se caractérise par une baisse de 425K€ en AE (-0,57%) et une baisse de 2 524K€ en CP (-3,22%) :

- Personnel : AE +525K€ +1,59% ; CP =AE
- Fonctionnement : AE - 2 345K€ - 10,33% ; CP - 2 196K€ - 9,62%
- Investissement : AE + 1 395K€ + 7,25% ; CP - 854K€ - 3,79%

En fonctionnement, l'évolution est principalement liée à la restitution de l'enveloppe inflation pour 724K€, le gel pour 551K€, la sous-exécution de fin d'année anticipée pour 454K€ ainsi que par le repositionnement de crédits en lien avec le pilotage de l'apprentissage (195K€), par des projets soutenus par Grand Reims (52K€), l'avance de 80% sur le projet Semcity (80K€) ainsi que d'autres projets de plus faible envergure.

En investissement, l'essentiel de l'enveloppe est consacré à l'immobilier (détaillé en amont).

L'enveloppe de soutien aux étudiants augmente de 982K€ en AE et en CP (+ 27,41% en AE et CP) liée dans la majorité à la CVEC ainsi que la convention PEPITE Région – Feder pour l'entrepreneuriat étudiant. Cette dernière a basculé de l'enveloppe recherche vers le soutien aux étudiants, en fin d'exercice 2022 et doit donc faire l'objet d'un repositionnement au budget rectificatif (non anticipé sur le BI 2023).

- Personnel : AE +276K€ +15,28% ; CP =AE
- Fonctionnement : AE +617K€ +36,40% ; CP +617K€ +36,37%
- Investissement : AE + 88K€ + 113,03% ; CP + 88K€ + 113,03%

13

Tableau D : Évolution des recettes

	BI 2023	BR1 2023	Variation BR1 2023 / BI 2023	
			montant	pourcentage
SCSP	183 290 326	185 087 452	1 797 126	0,97%
Recettes propres globalisées	22 415 518	24 901 518	2 485 999	9,98%
Recettes propres fléchées (hors recettes gagées)	29 420 296	30 597 883	1 177 587	3,85%
TOTAL hors recettes gagées	235 126 140	240 586 853	5 460 713	2,27%

La construction du présent BR enregistre une augmentation des recettes de 5 461K€.

Recettes par fonds

Tableau E : Évolution des recettes par fonds entre le BR1 2023 et le BI 2023

FONDS	BI 2023			BR1 2023			Ecart BR1 23 / BI 23
	RPG	RPF	Total	RPG	RPF	Total	
Subvention pour charges de service public	183 290 326	-	183 290 326	185 087 452	-	185 087 452	1 797 126
Droits d'inscription	3 702 234	-	3 702 234	3 729 934	-	3 729 934	27 700
Formation continue, diplômes propres et VAE	4 476 478	-	4 476 478	4 307 687	-	4 307 687	-168 790
Taxe d'apprentissage	559 200	-	559 200	579 200	-	579 200	20 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR	173 575	1 788 916	1 962 491	212 292	2 054 816	2 267 108	304 617
Valorisation	45 000	-	45 000	120 214	-	120 214	75 214
ANR investissements d'avenir	407 278	6 280 253	6 687 529	407 278	6 730 486	7 137 764	450 235
ANR hors investissements d'avenir	166 728	2 196 979	2 363 706	166 728	2 277 594	2 444 321	80 615
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	932 429	10 891 980	11 824 408	1 260 047	11 330 662	12 590 708	766 300
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	2 500	3 226 540	3 229 040	237 405	4 427 376	4 664 781	1 435 741
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	1 472 697	4 868 851	6 341 549	1 679 973	3 610 171	5 290 143	1 051 405
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	11 000	99 664	110 664	14 000	99 664	113 664	3 000
Autres recettes	10 466 401	67 116	10 533 517	12 186 760	67 116	12 253 876	1 720 359
TOTAL RECETTES	205 705 844	29 420 296	235 126 140	209 988 970	30 597 883	240 586 853	5 460 713

a) La subvention pour charge de service public (SCSP)

L'URCA a reçu la notification intermédiaire de SCSP qu'elle a pu intégrer au présent budget. Elle augmente de 1 797K€ par rapport au BI 2023. Le détail des principales évolutions est présenté ci-dessous :

- 890K€ du dialogue de performance
- 873K€ LPR 2023 (classement des jeunes chercheurs, refonte indemnitaire (EC et PUPH) & repyramidage)
- 320K€ Révision de médecine 2022 & 2023
- 312K€ Réforme de la formation initiale des enseignants et des conseillers principaux d'éducation en INSPE
- 230K€ Crédits de sécurité DPLDD et opérations immobilières
- 47,5K€ Egalité des chances - PPPE - reconduction dispositif et EAP 2023
- 15K€ IUF de Mme GIANNOZZI Elena

La prévision budgétaire liée à l'impact de la hausse du point d'indice affiche un déficit de 746K€. En effet, le BI 2023 affichait 5 477K€ de dépenses relatives à la hausse du point d'indice, à ce jour, seulement 4 731K€ sont compensés par une recette du ministère.

b) Les ressources propres globalisées

Les ressources propres globalisées augmentent de 2 442K€ par rapport au BI 2023 pour s'établir à 24 858K€.

Nous notons principalement une augmentation des postes suivants.

La Région amplifie son soutien à l'URCA pour 328K€ avec principalement :

- 155K€ pour l'appel à projet Industrie du Futur avec l'IUT RCC
- 74K€ relatif au programme de soutien PEPITE 3
- 45K€ pour des financements de postes sur l'UFR médecine (rentrée 2023)
- 34K€ pour les cordées de la Réussite 2022/2023

La notification CVEC 2022/2023 affiche une augmentation de 234K€ par rapport à la prévision budgétaire du BI 2023.

Les autres financeurs publics contribuent également au développement de l'activité de l'URCA pour 206,5K€ supplémentaires au travers des subventions suivantes :

- 150K€ versé par l'ARS pour la formation des aides-soignantes
- 56,5K€ de partenariat pédagogique avec des entreprises pour l'ESI Reims

D'autres recettes sont également incluses pour 1 674,5K€ dans ce BR1 :

- 1 282K€ recettes d'apprentissage supplémentaires générées par l'activité recensée
- 100K€ de droits d'inscriptions générés par les colloques ACAPS et Journée éducationnelle de la SFHI
- 80K€ pour un projet pédagogique avec un partenaire Béninois (agence Sémé City)
- 76K€ financé par Campus France pour des cours aux étudiants Ukrainiens
- 60K€ pour le BUT carrières juridiques de l'IUT de Troyes (financement TCM)



- 27K€ de droits d'inscription supplémentaires générés par la maison des langues (augmentation des frais de formation)
- 20K€ au titre de la taxe d'apprentissage
- 20K€ financé par la BPI pour le soutien aux actions du PEPITE
- 9,5K€ de droits d'inscription générés par le Gala Etudiant 2023 de l'Université

c) Les ressources propres fléchées

Les recettes propres fléchées s'élèvent à 30 598K€ en hausse de 1 178K€ par rapport au BI.

Cette évolution est portée par des recettes nouvelles, à savoir pour l'essentiel :

- 1 280K€ pour le projet Invest portée par la DREDI
- 254K€ pour un contrat avec le CEA pour le laboratoire ITHEMM
- 236K€ pour des projets Recherche (non prévu au BI)
- 172K€ pour le projet Pacte compétence avec l'IUT RCC
- 130K€ pour le préciput 2023 (ANR)
- 31K€ au titre du grand Reims 2022

Une diminution des recettes de l'ARS est à souligner compte tenu des trop perçus des années précédentes pour 927 K€, compensés par un produit constaté d'avance.

2. Équilibre financier

2.1. Tableau d'équilibre financier

Tableau F : Tableau des équilibres budgétaires

Besoins (utilisation des financements)				
	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 2023	Ecart BR 1 2023 / BI 2023
Solde budgétaire (déficit) *		25 379 804	23 596 898	
dont solde budgétaire budget principal		25 194 804	23 434 898	
dont solde budgétaire budget du SAIC				
dont solde budgétaire CFA		23 000	-	
dont solde budgétaire Fondation	132 244	162 000	162 000	
dont solde budgétaire Réseaux des établissements			-	
Remboursements d'emprunts	16 285			
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	2 358 373	2 432 783	2 432 783	-
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	- 18 692			
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	2 355 965	27 812 587	26 029 681	-
Abondement de la trésorerie	10 391 242	-		
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	10 272 847			
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	116 128			
TOTAL DES BESOINS	12 747 207	27 812 587	26 029 681	

Financements (couverture des besoins)				
Ecart BR 1 2023 / BI 2023	BR1 23	BI 2023	Réalisé 2022	
			11 569 702	Solde budgétaire (excédent) *
			10 393 076	dont solde budgétaire budget principal
			69 665	dont solde budgétaire budget du SAIC
			1 185 337	dont solde budgétaire CFA
			-	dont solde budgétaire Fondation
			53 868	dont solde budgétaire Réseaux des établissements
			4 470	Nouveaux emprunts
- 794 400	1 549 583	2 343 983	2 252 223	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
			- 1 079 189	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
- 794 400	1 549 583	2 343 983	12 747 207	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
	24 480 098	25 468 604	-	Variation Prélèvement de trésorerie
	1 925 875	1 346 181		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
	22 554 223	24 122 423		dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
	26 029 681	27 812 587	12 747 207	TOTAL DES FINANCEMENTS

Il retrace à la fois les opérations budgétaires et non budgétaires impactant la trésorerie de l'établissement et fait apparaître un prélèvement de 26 030K€.



Cette situation est transitoire car elle est liée à une anticipation des dépenses par rapport à la perception de recettes de subvention.

2.2. Tableau des opérations pour compte de tiers

L'URCA réalise plusieurs opérations pour le compte de tiers (simple transit de fonds). Dans ce BR, la seule modification concerne les opérations de TVA qui passent de 1 450K€ à 670K€ suite à une incertitude sur l'exercice au cours duquel un remboursement de TVA aura lieu.

3. Analyse de la soutenabilité

3.1 Tableau de situation patrimoniale

Tableau G : Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	Écart BR1 2023 / BI 2023	PRODUITS	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	Écart BR1 2023 / BI 2023
Personnel	174 842 883	183 298 453	186 849 206	3 550 753	Subventions de l'Etat	184 266 387	183 290 326	185 158 888	1 868 562
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	51 015 305		50 954 458		Fiscalité affectée	1 538 681	1 476 027	1 710 209	234 182
Fonctionnement autre que les charges de personnel	45 568 401	59 321 733	59 367 772	46 038	Autres subventions	9 510 663	16 764 700	17 924 005	1 159 305
Intervention (le cas échéant)					Autres produits	27 494 490,68	35 551 900,57	39 088 117,54	3 536 217
TOTAL DES CHARGES (1)	220 411 284	242 620 186	246 216 977	3 596 791	TOTAL DES PRODUITS (2)	222 808 222	237 082 953	243 881 220	6 798 266
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 396 938				Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		5 537 233	2 335 758	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	222 808 222	242 620 186	246 216 977	3 596 791	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	222 808 222	242 620 186	246 216 977	3 596 791

En terme comptable, l'université dégage un résultat négatif à -2 336K€, en hausse de 3 201K€ par rapport au BI.

Graphique 1 : résultat patrimonial

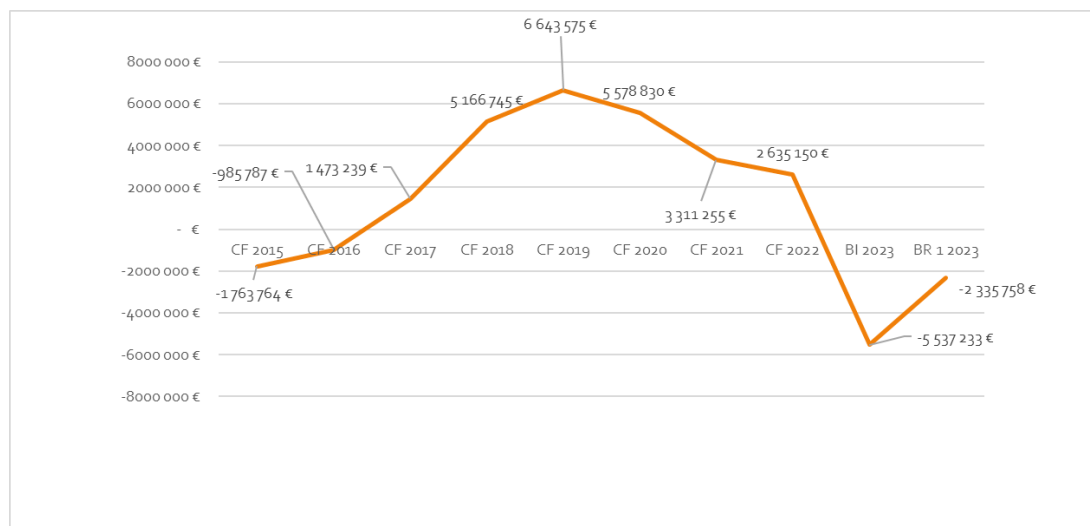


Tableau H : Détermination de la CAF

	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	Écart BR1 2023 / BI 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	2 396 938	5 537 233	2 335 758	3 201 476
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 028 658	16 113 268	16 028 658	84 610
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 267 307	2 639 399	3 267 307	627 907
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	952 478	-	952 478	952 478
- produits de cession d'éléments d'actifs	1 505 100	4 387	1 505 100	1 500 713
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	6 640 372	6 902 781	6 640 372	262 410
= CAF ou IAF*	7 965 296	1 029 467	3 232 600	2 203 134

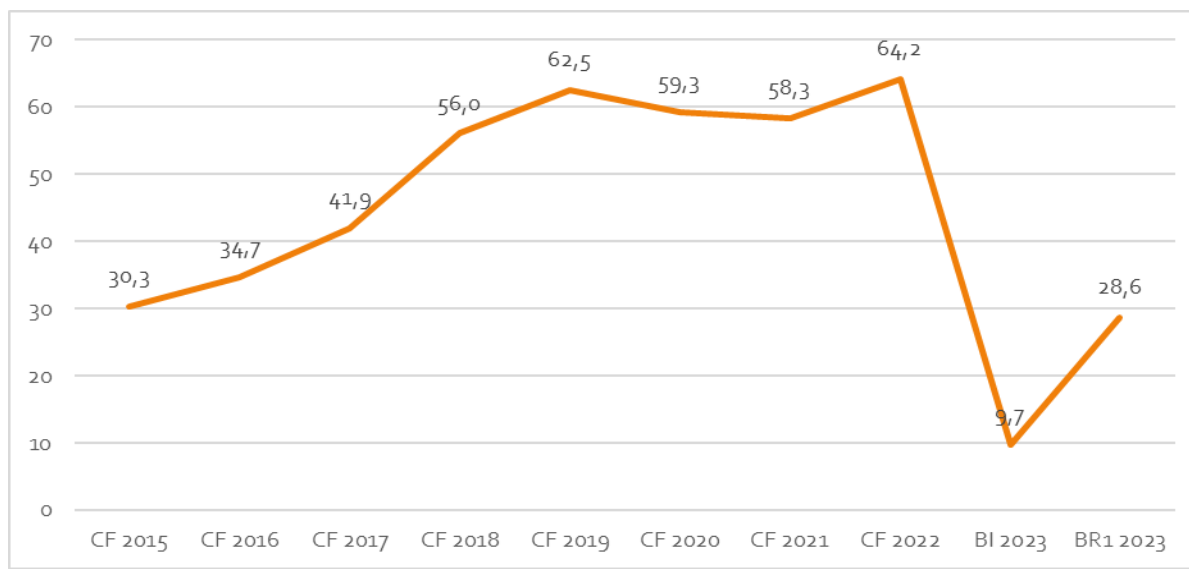
La capacité d'autofinancement (CAF) s'établit à 3 233K€ : elle progresse par rapport au BI 2023 en lien avec le gain net du résultat.

Tableau I : Situation patrimoniale 2023 en droits constatés et évolution du FDR

EMPLOIS	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	Écart BR1 2023 / BI 2023	RESSOURCES	Réalisé 2022	BI 2023	BR1 23	Écart BI 2023 / BI 2022
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	7 965 296	1 029 467	3 232 600	2 203 134
					Financement de l'actif par l'Etat	189 051	10 847 312	10 847 312	-
Investissements	15 474 721	32 999 025	33 947 909	948 884	Financement par des tiers autres que l'Etat	9 032 628	662 635	1 633 873	981 238
Remboursement des dettes financières					Autres ressources	3 147 562	-	2 000	2 000
TOTAL DES EMPLOIS (8)	15 474 721	32 999 025	33 947 909	948 884	TOTAL DES RESSOURCES (8)	20 334 538	12 529 414	15 715 785	3 186 372
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (8)-(9)	4 859 817				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (9) = (8)-(8)		20 469 612	18 232 124	2 237 488

Le prélèvement sur le FDR baisse de 2 237K€ entre le BI et le BR1 pour atteindre 18 232K€.

Graphique 2 : fonds de roulement en jours de fonctionnement décaissable

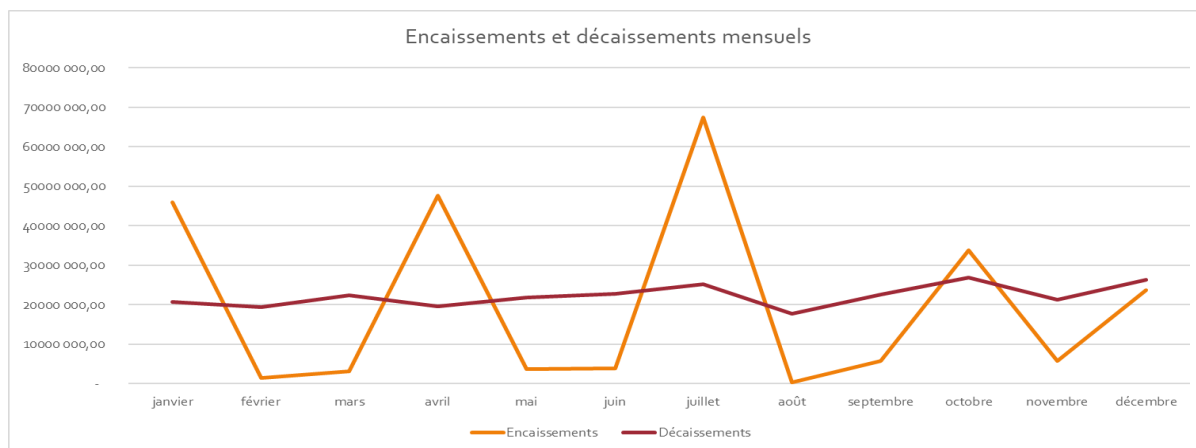


Le FDR prévisionnel de l'URCA à fin 2023 s'établit à 18 224K€ soit 28,6 jours de financement des dépenses de fonctionnement décaissable contre 6 081K€, soit 9,75 jours au BI 2023. Cette évolution est liée à la prise en compte des agrégats du compte financier 2022 et notamment du FDR alors constaté à un niveau supérieur aux prévisions du BR2 2022.

3.2 Plan de Trésorerie

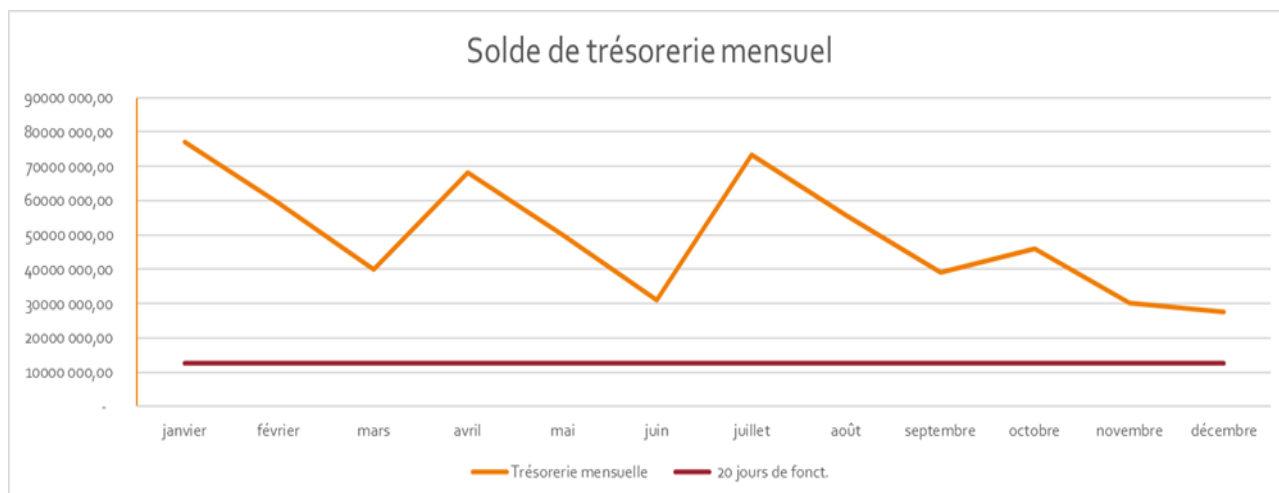
Le plan de trésorerie de l'établissement présente des récurrences propres à l'activité de l'URCA.

Graphique 3 : encaissements et décaissements mensuels



Le rythme des décaissements mensuels est assez stable avec une légère progression en fin d'année en lien avec la clôture. En effet, la dépense mensuelle principale de l'établissement est la paie ce qui explique la stabilité des décaissements d'un mois à l'autre, alors que la courbe des encaissements présente des pics lors des versements de la SCSP.

Graphique 4 : solde de trésorerie mensuel



La trésorerie ne présente pas de tension particulière, elle affiche un niveau final à 27 536K€ soit 43,24 jours de fonctionnement alors qu'au BI 2023 elle était de 16 061K€ soit 25,75 jours de fonctionnement. Comme pour le FDR, cette évolution est liée à la prise en compte de la trésorerie au 31 décembre 2022.

3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Le solde entre les recettes et les dépenses fléchées est négatif pour 1 926K€ contre - 1 346K€ en BI 2023.

Cet écart s'explique principalement par des encaissements de recettes fléchées en 2022 alors que les dépenses sont programmées sur les exercices suivants.

3.4 Tableau des opérations pluriannuelles

Ce tableau regroupe à la fois des opérations se déroulant sur plusieurs années et des opérations se dénouant au cours de la même gestion mais dont le montant est significatif.

Les principales modifications opérées sont les suivantes :

- L'actualisation des projets de recherche pour 1 487K€ en dépenses sur 2023 puis sur les exercices suivants
- L'ajustement des crédits pour les premiers équipements du pôle santé (-210K€)
- Le report en 2024 du projet de la sécurisation électrique du campus MdH pour 730K€
- L'ajout de crédits pour le laboratoire de virologie pour 860K€.

Au final, le montant global des dépenses s'élève à 111 283K€ dont 61 583K€ déjà engagées, 30 778K€ prévues pour l'exercice 2023 et le solde sur les exercices suivants, soit 18 923K€.

En recettes, le total des opérations est ajusté pour atteindre 111 284K€. Les financements extérieurs représentent 87,47% des dépenses et sont répartis en 49 771K€ encaissés sur les exercices antérieurs, 27 144K€ sur 2023 et 19 205K€ sur les exercices suivants.

Ce budget rectificatif se veut prudentiel dans le contexte actuel et nous oblige collectivement à une gestion responsable de l'établissement.

